

qu'une offensive de bonne guerre

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis. Alors, on peut se demander ce que pourrait faire l'AIE en dehors de sa circonscription.

Ensuite, le charbon qui effectivement commence à intégrer le bouquet énergétique de certains pays européens membre de l'AIE fait grimper la facture d'électricité des ménages et cela n'arrange pas les affaires des politiques.

Dans une table ronde organisée le 25 décembre dernier par TV5, des experts ont encore constaté que cette année plus encore que la précédente, le coût des énergies et la mauvaise qualité thermique des logements, combinés à la crise économique, amèneraient de plus en plus de Français à ressentir durement le froid.

On estime, en effet, qu'aujourd'hui, un ménage sur deux n'a plus les moyens de bien se chauffer, que quatre millions d'entre eux, soit plus de 8 millions de personnes, auraient du mal à payer leurs notes d'énergie.

Et plus grave encore : près de 600 000 foyers auraient vu cette année leur gaz ou leur électricité coupé par leur fournisseur pour cause d'impayés. Mais comment expliquer une telle situation ? Se chauffer serait-il devenu un luxe ? Si la précarité énergétique n'est pas un problème nouveau en France, le phénomène gagnerait du terrain de façon spectaculaire au fil des ans compte tenu de l'augmentation du coût de l'énergie ces dernières années.

L'Europe va de plus en plus dépendre de ses importations pour les décennies à venir car la production domestique diminue rapidement alors que la demande ne cesse de croître. De nombreux pays qui l'alimentent, notamment l'Algérie et la Russie, leurs exportations financent leur développement économique.

«Le gaz a augmenté de 70% depuis 2004, l'électricité de 30% depuis 2005, et le fioul a doublé depuis 2008», avance ainsi Thierry Saniez, délégué général de l'Association consommateurs logements cadre de vie (CLCV), alors que de nouvelles hausses sont annoncées pour 2013.

En effet, le 1^{er} janvier prochain, le prix de l'électricité devrait connaître une nouvelle augmentation de 2,5%, et celui du gaz de 2,4%. Cette situation semble se généraliser à l'Espagne, l'Autriche, la Belgique et à l'Italie. Maintenant sur le plan purement scientifique, il faut signaler d'emblée que ce n'est pas à l'US Department of Energy de définir les critères d'appréciation des différentes sources d'énergie mais aux chercheurs et universitaires d'élaborer des indicateurs universellement



Photo : DR.

reconnus et qui les mettent à la disposition de ce département pour les évaluer, tirer les conclusions nécessaires pour mettre en œuvre leur stratégie énergétique.

Jusqu'à présent, pour comparer l'efficacité des différentes ressources d'énergie, on utilise le taux de retour énergétique (TRE) qui est le rapport entre l'énergie utilisable à celle dépensée. A l'instar du retour d'investissement, plus ce taux est élevé, plus l'objet qui figure au numérateur est rentable.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, les progrès techniques n'ont pas réussi à redresser cet indice qui n'a pas cessé de décliner depuis le début du siècle dernier. En effet, il est passé de 100/1 puis 80/1 pour descendre actuellement autour de

4. Nucléaire, 5. Géothermie, 6. Biomasse/biofuel, 7. Eolienne, 8. Les coûts passent ainsi de 0,28 \$ pour le pétrole à 63 \$ pour le solaire en passant par 1,79 \$ pour le nucléaire. Il faut ajouter à cela que même aux Etats-Unis, le gaz de schiste qui sert de référence à l'analyse de l'AIE ne semble pas avoir un avenir si l'on se réfère aux déboires de certaines familles en Pennsylvanie et d'autres Etats où on exploite ce type de ressource.

Le cap des 50% devrait être franchi dès 2014, ce qui signifie que la Chine consommera à ce moment-là davantage de charbon que tous les autres pays réunis. Alors, on peut se demander ce que pourrait faire l'AIE en dehors de sa circonscription.

Deux Etats ont interdit la fracturation hydraulique et d'autres comme les Etats de New York et du New Jersey ont imposé un moratoire sur le sujet. Donc en conclusion, plus on avance dans les analyses prospectives en tenant compte des situations

prévisibles, plus on se rend compte que la demande du pétrole va continuer à augmenter et le gaz reste l'énergie la moins coûteuse et la plus propre du XXI^e siècle.

Le gaz naturel représente près d'1/4 de la production de l'électricité en Europe.

Moins de la moitié de ce gaz naturel utilisé provient des pays de l'Europe elle-même : Norvège, Pays-Bas et Royaume-Uni. Tandis que le reste est importé principalement par ordre d'importance de la Russie, l'Algérie rejointe ces dernières années par le Qatar.

L'Europe va de plus en plus dépendre de ses importations pour les décennies à venir car la production domestique diminue rapidement alors que la demande ne cesse de croître.

De nombreux pays qui l'alimentent, notamment l'Algérie et la Russie, leurs exportations financent leur développement économique.

Ces pays recherchent donc un échange équitable qui leur permet de

financer ce développement et surtout de faire face aux investissements des infrastructures pour préparer ce gaz à l'exportation. Pour eux, la liaison du prix du gaz avec celui du pétrole dans des contrats long terme les assure et les conforte dans leur stratégie. Ils ont donc bien compris que tout ce tralala est une manière indirecte de faire pression sur eux pour abandonner les contrats long terme, déconnecter les prix du gaz de celui du pétrole pour rejoindre le marché spot dont l'offre verra les prix du gaz diminuer drastiquement.

Question : est-ce bien la solution pour la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ?

R. R.

Publicité

SOS



• Aidez Khaoula à se débarrasser de son handicap :

Compte devises Drif Khaoula
RIB : 00100743020100092651